

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 51

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### VILLEPIN PERSISTE, NOUS AUSSI

*Comme Chirac après le référendum du 29 mai dernier, Villepin reste sourd à la clameur populaire, bien que certains élus de la majorité qui pensent à leur avenir s'en fassent l'écho. Le CPE sera appliqué, a-t-il déclaré en substance à la télévision, pour le reste on peut toujours discuter... Mais la mobilisation ne faiblit pas, au contraire. Alors que plusieurs présidents d'université demandent le retrait du contrat précaire concocté par le gouvernement, les étudiants et les lycéens manifestent dans tout le pays jeudi 16 mars, avant une nouvelle journée d'action unitaire à l'appel des organisations syndicales et des partis de gauche, programmée pour samedi 18 mars, date anniversaire de la Commune, qui, comme chacun sait, n'est pas morte!*

### PATRIOTISME ECONOMIQUE I

*Le Congrès américain a fait échouer le gouvernement Bush dans sa tentative de vendre la gestion de six des plus importants ports des Etats-Unis à une société de Dubaï, propriété de la famille régnante de cet émirat. Parmi les arguments mis en avant par les congressistes des deux partis, républicain et démocrate: les infrastructures portuaires relèvent de la sécurité nationale, et l'administration Bush a essayé de passer en force en n'accordant pas au pouvoir législatif le délai de réflexion prévu par la loi pour décider de ce genre de cession. Ah bon, là-bas aussi on fait peu de cas des élus du peuple...*

### PATRIOTISME ECONOMIQUE II

*Une étude de l'OCDE classe les principaux pays de la planète selon les restrictions apportées aux investissements directs étrangers. Surprise: la France est l'un des pays les plus ouverts aux capitaux en provenance de l'extérieur, alors que les USA, la Grande-Bretagne et la Suisse, qui ne passent pas pour des « patries du socialisme », dressent beaucoup plus d'obstacles que le nôtre aux investissements étrangers.*

### LA GAUCHE REPUBLICAINE EN PROVINCE

*La GR de Charente appelle à se joindre à la manifestation anti-CPE qui aura lieu aux halles d'Angoulême jeudi 16 mars à 10h. Quant à nos camarades de Seine Maritime, ils ont écrit une lettre ouverte au maire du Trait pour protester contre le soutien apporté par celui-ci à la politique de précarité de Villepin.*

## EDITO: LA FRANCE PREND UN COUP DE JEUNE

On la disait résignée, les oreilles bien au chaud sous un baladeur, les yeux noyés dans les jeux vidéo. Mais voilà que la jeunesse de France pique une roborative colère et impulse du même coup un formidable élan dans tout le pays. Objectif affiché par les organisations d'étudiants et de lycéens, les confédérations syndicales et les partis de gauche: battre le gouvernement de droite sans attendre 2007, afin de faire obstacle au démantèlement du code du travail dont CNE et CPE constituent les premiers épisodes.

«Convaincre ses sujets que le mal qu'on leur fait est pour leur bien»: ce conseil de Machiavel au Prince, Villepin en connaît aujourd'hui les limites. Parce que la jeunesse se rebiffe, mais aussi parce que le mépris dans lequel il tient la représentation nationale lui vaut des critiques au sein même de la majorité.

Outre la mise en pièces du droit du travail, Roger-Gérard Schwartzberg a raison de pointer trois failles juridiques entâchant l'adoption du CPE, dans le recours en annulation déposé devant le Conseil constitutionnel et dont le député du PRG est l'inspirateur. En premier lieu, ce contrat bafoue le principe d'égalité entre salariés; ensuite, l'absence de motivation au licenciement est contraire aux conventions internationales signées par la France; enfin, la procédure choisie par le gouvernement – un amendement à un texte de loi – a empêché que les dispositions créant le CPE recueillent l'avis du Conseil d'Etat.

R.G. Schwartzberg n'a pas tort non plus lorsqu'il dénonce le « bonapartisme législatif » de Maignon. En fait, ce sont, une fois de plus, les institutions vermoulues de la Vème République qui laissent apparaître leur caractère anti-démocratique, avec un Parlement-croupion et un exécutif tout-puissant. Taillées à sa mesure en 1958 par un homme de taille exceptionnelle, ces institutions n'ont cessé, depuis lors, d'étouffer la démocratie dans notre pays. Quel contraste entre ces assemblées générales rassemblant des milliers d'étudiants et l'entêtement d'un seul homme qui peine à entraîner son camp dans ce qui ressemble de plus en plus à une aventure suicidaire!

Parmi les leçons à tirer de la crise en cours, il en est donc une de première importance: il faut réformer en profondeur nos institutions.

Or, à gauche, que constatons-nous? Que cette révision constitutionnelle, pourtant réclamée par nombre d'organisations et de courants, est en train de passer aux oubliettes. Le « chacun pour soi » s'installe sournoisement. Certains veulent à tout prix se compter, dans l'apparente ignorance que lorsque la gauche multiplie les candidatures, elle entraîne globalement une soustraction de ses voix... D'autres cherchent à faire valoir leur petite personne, indifférents à ce qu'au bal des ambitions, le peuple fasse tapisserie.

En ces jours de forte mobilisation sociale, que toutes ces attitudes semblent dérisoires! Comme elles sont étrangères aux exigences de changement qui remontent des profondeurs de notre pays! La majorité des Français a pleinement conscience que ce n'est pas un parti politique à lui seul, encore moins une femme ou un homme qui peuvent s'affronter à la mondialisation financière dont ils mesurent tous les jours la puissance

Suite page 2

dévastatrice. Il faut un front uni des forces de gauche résolues à mener ce combat et qui passe par un dialogue citoyen exigeant et permanent. Le travail déjà réalisé par les collectifs du 29 mai pour une charte alternative anti-libérale, même s'il est à poursuivre, montre que cette élaboration est possible.

La Gauche Républicaine n'aura de cesse, auprès des élus comme envers les partis de gauche, de proposer une autre voie pour 2007, qui ait pour point d'ancrage la révision constitutionnelle indispensable à une politique alternative au libéralisme. La gauche doit s'engager, dès les prochaines élections, à faire de l'Assemblée nationale le moteur de l'action politique, contrôlant un Gouvernement qui exécute

ses décisions. Il ne faudra pas attendre pour cela que la constitution soit révisée. Quant au Président de la République, sa principale prérogative devrait être de représenter la France sur la scène internationale pour se battre pour un nouvel ordre mondial qui place l'homme au cœur du développement économique.

Le salutaire coup de jeune dont nous bénéficions aujourd'hui situe sans fard les enjeux de civilisation auxquels nous sommes confrontés. Soit nous nous enfoncerons dans un monde de plus en plus barbare, où l'homme est un loup pour l'homme ; soit nous redonnerons l'espoir en une société humaniste à des millions de citoyens et de citoyennes, qui, comme le dit un poème de la Résistance, ne veulent plus avoir « le mépris pour patrie ».

## PARTIS DE GAUCHE : COMMUNIQUE DU 9 MARS

Lors de leur réunion du 8 février, les Alternatifs, Convergence citoyenne, la Gauche républicaine, le MARS, le MRC, le PCF, le PRG, le PS, Régions et peuples solidaires et Les Verts ont décidé de constituer un comité national chargé d'« organiser le débat avec les citoyennes et les citoyens sous forme de rencontres publiques sur l'ensemble des propositions alternatives pour 2007 ». Cette décision est en corrélation avec celles qui visent à amplifier la riposte à la politique de la droite : mobilisations pour repousser cette politique et progrès du débat sur les alternatives sont complémentaires. Ce comité d'organisation s'est réuni les 1er et 8 mars, avec la participation de toutes les formations politiques présentes le 8 février. Celles-ci ont décidé :

1) d'organiser ensemble au deuxième trimestre 2006 (à Paris et de façon décentralisée) des débats publics nationaux, auxquels seront invités les citoyennes et les citoyens, toutes les forces intéressées, portant sur les propositions alternatives quant aux points suivants :

Emploi, précarité, pouvoir d'achat  
Citoyenneté, lutte contre toutes les discriminations, vivre ensemble.  
Démocratie, institutions, décentralisation.  
Développement durable, énergie.  
Mondialisation, Europe, rapports Nord-Sud.

Ces cinq thèmes seront abordés lors de trois journées nationales. Les moyens de financement (budget, fiscalité, crédit, épargne, cotisations sociales...) seront traités de façon transversale.

2) d'inviter leurs organisations départementales à se rencontrer afin d'examiner la possibilité de rencontres publiques au plan départemental.

### HUMEUR:

**FUSIONS, OPA: QUAND UN GRAND PATRON VEND LA MÊCHE... Propos relevés dans *Le capitalisme total\**, ouvrage de Jean Peyrelevade, ex-président de Suez, de l'UAP et du Crédit Lyonnais. Edifiant.**

La logique financière pousse à l'excès. Une société à très grosse capitalisation boursière peut acheter à peu près tout ce qu'elle désire sans pour autant le justifier réellement en termes d'économie d'échelle. Si on met un lion et une gazelle dans un même enclos, le premier mangera la seconde. Celle-ci, à coup sûr moins gloutonne, moins prédatrice, n'est pas pour autant un animal moins sophistiqué, moins utile, moins efficace que celui-ci. Des mastodontes peuvent ainsi se révéler moins performants que les entités acquises et le monde plus concentré que l'on fabrique pour demain ne sera nécessairement, de ce seul fait, plus productif.

Quel est le moteur de ce mouvement perpétuel ? Une fois de plus, le désir d'enrichissement de l'actionnaire. Une entreprise bien vue par la Bourse jouit d'un prix de son action élevée par rapport à sa valeur comptable, ce qui veut dire que les capitaux qu'elle emploie rapportent plus qu'ils ne coûtent. Dès lors, elle absorbera aisément le concurrent moins bien valorisé par le marché. Il lui suffira de convaincre

qu'elle va « créer de la valeur » en obtenant grâce à la fusion une nouvelle progression de son cours de Bourse(...) Retenons au passage cette règle : l'actionnaire de l'entreprise cible est toujours gagnant. Pour le séduire, le convaincre de vendre, l'initiateur de l'offre est en effet contraint de lui verser par avance, sous forme d'une prime qui vient augmenter la valeur de ses titres, une partie du bénéfice futur découlant du rapprochement. Il n'en va pas de même pour l'actionnaire de la société initiatrice qui porte le risque de l'opération. (...) A l'expérience, on constate que la moitié des cas les avantages économiques des fusions sont inexistantes et, dans l'autre, mangés ou à peu près par la prime versée aux actionnaires de l'entreprise absorbée.(...) Que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, les réglementations des Bourses visent à supprimer les obstacles aux fusions. Les sociétés qui sont l'objet de tentatives d'OPA se voient interdire toute mesure de défense.

\* *Le capitalisme total*, Jean Peyrelevade, éditions du Seuil